



**Déclaration préliminaire de Mark Carney  
gouverneur de la Banque du Canada  
devant le Comité permanent des finances de la  
Chambre des communes  
le 12 février 2013  
Ottawa (Ontario)**

Bonjour. Tiff et moi sommes heureux d'être ici parmi vous aujourd'hui pour discuter de la livraison de janvier du *Rapport sur la politique monétaire*, que la Banque a publié récemment.

- Bien que les perspectives économiques mondiales soient légèrement plus faibles que celles projetées par la Banque dans le RPM d'octobre, les risques extrêmes ont aussi diminué à l'échelle du globe.
- La croissance se poursuit à un rythme graduel aux États-Unis, étant restreinte par le désendettement en cours dans les secteurs public et privé, la faiblesse de l'économie mondiale et l'incertitude entourant les négociations budgétaires.
- L'Europe demeure en récession, et on s'attend maintenant à ce que le ralentissement se prolonge un peu plus qu'anticipé en octobre.
- La croissance se raffermi en Chine, mais l'activité a encore ralenti dans d'autres grandes économies émergentes.
- Soutenues par les actions menées par les banques centrales et l'évolution positive des politiques en Europe, les conditions financières mondiales sont plus expansionnistes.
- Les prix des produits de base sont restés à des niveaux historiquement élevés, quoique des perturbations temporaires et la congestion persistante des infrastructures de transport aient porté les décotes du pétrole brut lourd canadien à des niveaux records.
- Au Canada, le ralentissement de l'économie observé au second semestre de 2012 a été plus prononcé que la Banque ne l'avait anticipé, du fait que les investissements des entreprises et les exportations ont été plus faibles.
- La prudence à l'égard des niveaux d'endettement élevés a commencé à avoir pour effet de restreindre les dépenses des ménages.

- La Banque prévoit que la croissance économique se redressera au cours de 2013.
- Les investissements des entreprises et les exportations devraient rebondir, alors que la demande étrangère se raffermira, que l'incertitude diminuera et que les facteurs temporaires qui ont pesé sur l'activité dans le secteur des ressources se dissiperont.
- Les exportations devraient néanmoins demeurer en deçà de leur sommet d'avant la récession jusqu'au second semestre de 2014, en raison de la trajectoire inférieure de la demande étrangère et des défis qui subsistent sur le plan de la compétitivité, y compris la vigueur persistante du dollar canadien.
- La consommation devrait progresser à une cadence modérée et l'investissement résidentiel continuer à reculer par rapport aux niveaux historiquement élevés qu'il a atteints. La Banque s'attend à ce que le taux d'accroissement tendanciel des crédits aux ménages fléchisse encore, le ratio de la dette au revenu se stabilisant près des niveaux actuels.
- Comparativement à ce que la Banque envisageait dans le RPM d'octobre, l'activité économique au Canada devrait être plus contenue. Après avoir progressé de 1,9 % en 2012 selon nos estimations, l'économie devrait croître de 2,0 % en 2013 et de 2,7 % en 2014. La Banque prévoit maintenant que l'économie atteindra sa pleine capacité au deuxième semestre de 2014, soit plus tard qu'anticipé en octobre.
- L'inflation mesurée par l'indice de référence a fléchi plus que la Banque ne l'avait envisagé, étant donné les pressions moins marquées sur les prix de toute une gamme de biens et de services, ce qui cadre avec la hausse inattendue de la marge de capacités inutilisées.
- L'inflation mesurée par l'IPC global a aussi été plus basse qu'anticipé, en raison de l'évolution de l'inflation mesurée par l'indice de référence et des prix de l'essence moins élevés qu'escompté.
- L'inflation mesurée par l'IPC global devrait continuer d'avoisiner 1 % à court terme. Elle devrait remonter graduellement, tout comme l'inflation mesurée par l'indice de référence, à la cible de 2 % au second semestre de 2014, alors que l'économie retourne à son plein potentiel et que les attentes d'inflation restent bien ancrées.
- Malgré la réduction des risques extrêmes à l'échelle mondiale par suite d'une série de mesures prises par les autorités européennes et américaines, des risques importants continuent de peser sur les perspectives d'évolution de l'inflation au Canada.

- Les trois principaux risques à la hausse ont trait à la possibilité que la croissance de l'économie des États-Unis soit plus forte que prévu, que les exportations canadiennes soient plus élevées et que l'investissement résidentiel au Canada affiche un dynamisme renouvelé.
- Les trois principaux risques à la baisse touchant l'inflation au Canada sont liés à la crise européenne, à une faiblesse prolongée des investissements des entreprises et des exportations canadiennes, et à la possibilité que la progression des dépenses des ménages canadiens soit plus faible.
- Dans l'ensemble, la Banque estime que les risques qui pèsent sur les perspectives d'évolution de l'inflation au Canada sont relativement équilibrés au cours de la période de projection.
- Compte tenu de tous ces facteurs, la Banque a maintenu, le 23 janvier, le taux cible du financement à un jour à 1 %.
- Bien qu'une réduction modeste de la détente monétaire sera probablement nécessaire au fil du temps, de façon à atteindre la cible d'inflation de 2 %, les perspectives plus modérées en matière d'inflation et l'amorce d'une évolution plus constructive des déséquilibres dans le secteur des ménages laissent entrevoir qu'une telle réduction est moins imminente que prévu auparavant.

Sur ce, Tiff et moi serons heureux de répondre à vos questions.